

Forum politique pour le développement - "Who is who"



Le **Forum politique pour le développement** (FPD) est un dialogue multipartites prenantes établi en 2013. Ses membres débattent régulièrement des questions du développement et comment l'Union européenne (UE) peut y répondre au mieux dans le but commun d'améliorer l'efficacité de la coopération au développement de l'UE.

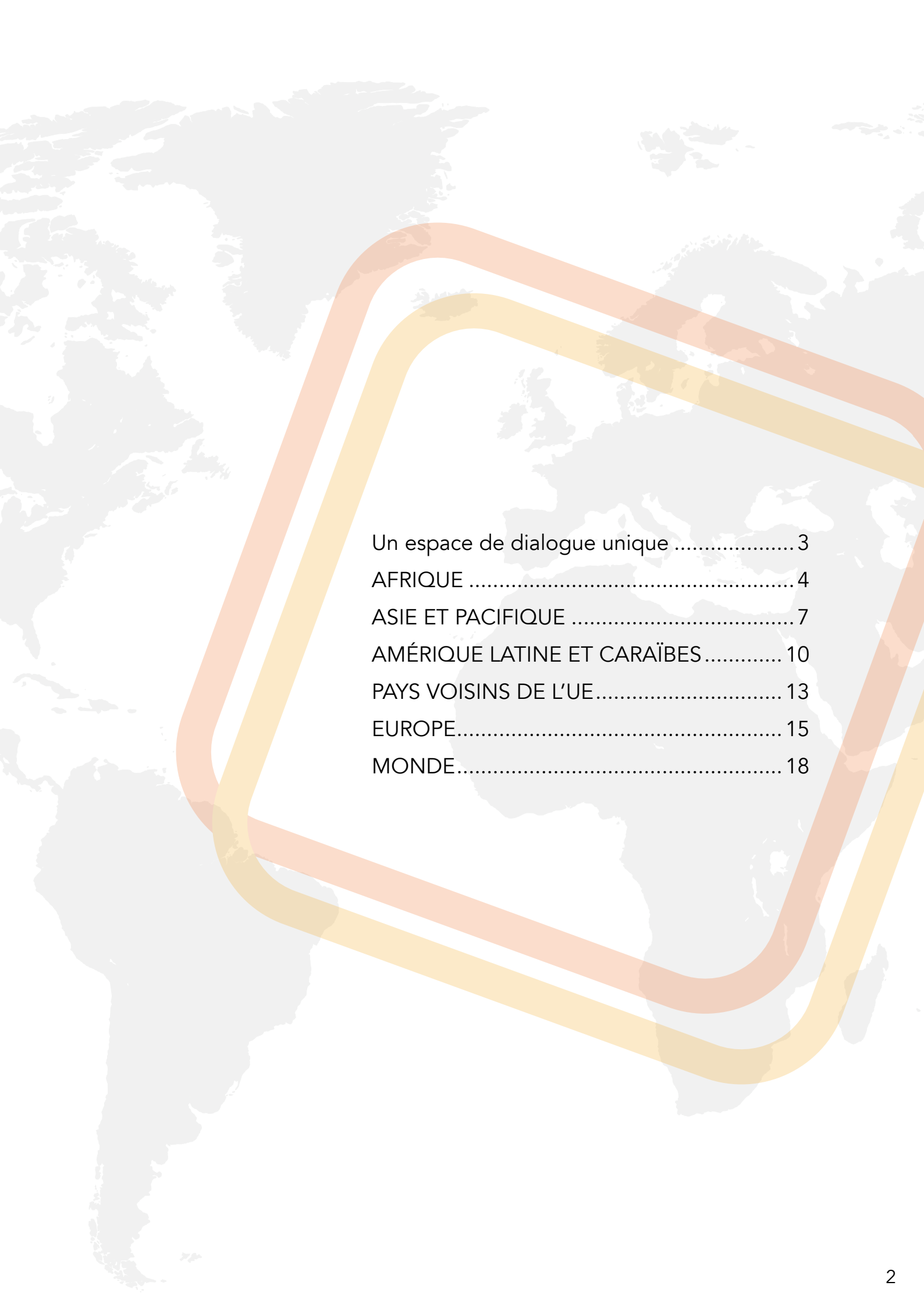
Le FPD est une plateforme de dialogue unique pour les nombreux acteurs impliqués dans la coopération au développement. Le Forum rassemble des organisations de la société civile, des autorités locales, des associations professionnelles et commerciales ainsi que des représentants des États membres et des institutions de l'UE.

Ce « Who is Who » doit être considéré comme un complément à la brochure du FPD. Il contient un aperçu des membres actuels de la société civile et des autorités locales des quatre régions principales de coopération de l'Union européenne : l'Afrique, l'Asie et le Pacifique, pays du voisinage européen, l'Amérique latine et les Caraïbes; ainsi que les réseaux européens et mondiaux qui font partie du FPD.

Pour plus d'informations:

<https://europa.eu/capacity4dev/policy-forum-development>

Courriel: EUROPEAID-A5@ec.europa.eu

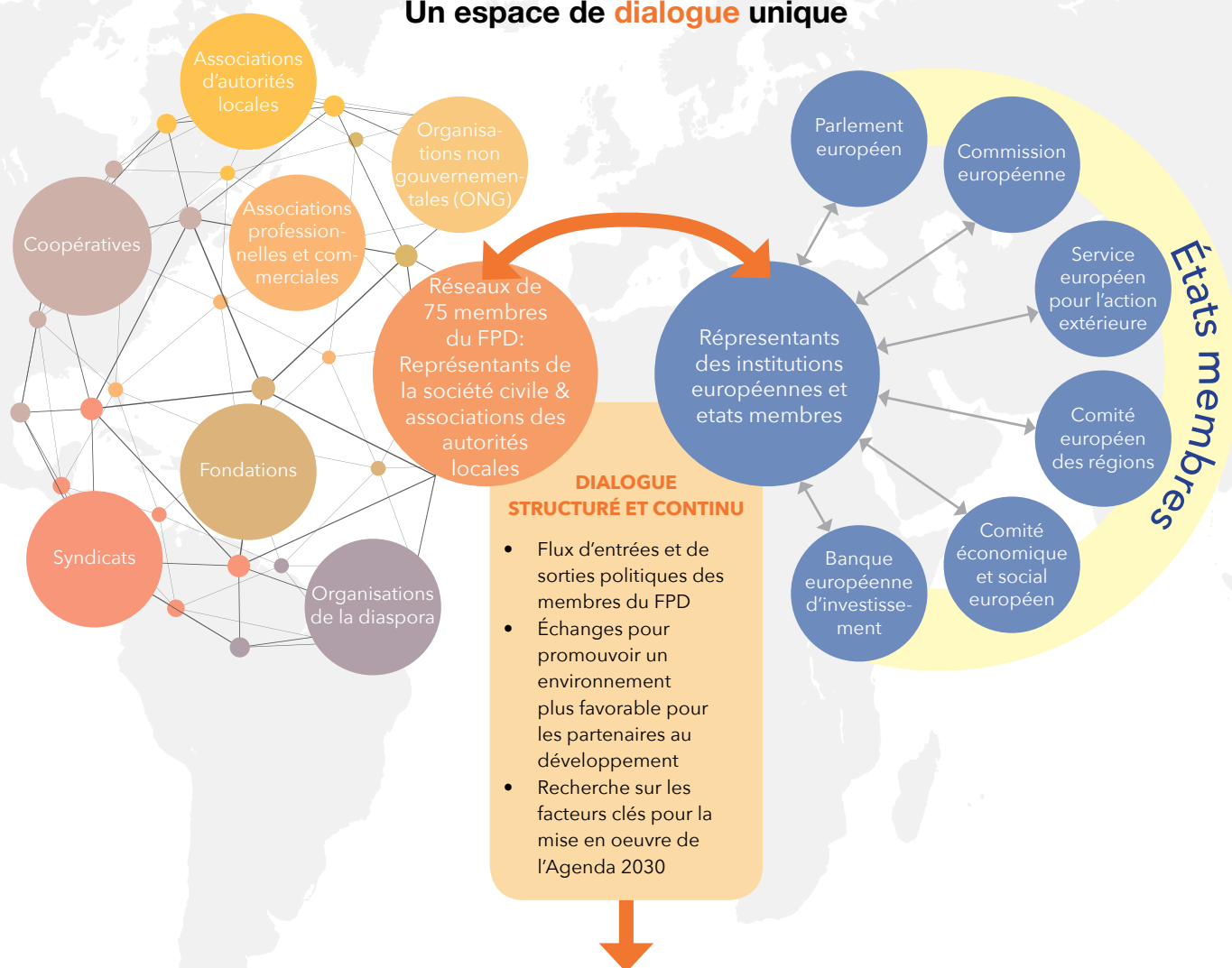


Un espace de dialogue unique	3
AFRIQUE	4
ASIE ET PACIFIQUE	7
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES.....	10
PAYS VOISINS DE L'UE.....	13
EUROPE.....	15
MONDE.....	18



Forum Politique pour le Développement

Un espace de **dialogue** unique



Un partenariat mondial multipartites prenantes pour accroître l'efficacité de la politique de développement de l'UE

Environnement et Développement du Tiers Monde, ENDA (ONG)

Site Internet : <http://endatiersmonde.org>

Contact FPD : Moussa MBAYE,
moussambaye@endatiersmonde.org,
se@endatiersmonde.org

Fondée en 1972, l'ONG Environnement et Développement du Tiers Monde (ENDA) plaide pour une solidarité Sud-Sud effective dans la lutte contre la marginalisation socio-économique des moins nantis et pour le développement durable. ENDA cherche à améliorer l'environnement et à accroître le développement de l'Afrique en soutenant des groupes œuvrant directement auprès des communautés et en s'engageant dans la recherche de stratégies de développement alternatif.

Fédération Ouest-Africaine des Associations de Personnes Handicapées, FOAPH (ONG)

Site Internet : <http://proadiph.org/-Bureau-FOAPH,34-.html?lang=en>

Contact FPD : Idriss Alzouma Maïga,
maigaidriss18@gmail.com

Créée en 1981, la Fédération Ouest-Africaine des Associations de Personnes Handicapées (FOAPH) regroupe 15 fédérations nationales d'associations de personnes handicapées de différents pays d'Afrique de l'Ouest. Les fédérations membres représentent les personnes handicapées dans leur pays et servent d'interlocuteurs auprès des pouvoirs publics. Elles sont composées d'associations nationales, d'ONG nationales travaillant pour les personnes handicapées et de communautés de personnes handicapées. La vision du FOAPH est de faire de l'Afrique de l'Ouest un environnement protecteur garantissant l'inclusion, la jouissance des droits et la pleine participation des personnes handicapées aux actions dans le domaine du développement.

Programme environnemental des femmes, WEP (ONG)

Site Internet : <http://womenenvironmentalprogramme.wordpress.com/>

Contact FPD : John Baaki,
johnbaakij@webnigeria.net

Le Programme environnemental des femmes (*Women Environmental Programme*, WEP) est une organisation non gouvernementale dont le but est de donner aux femmes

et aux jeunes les moyens de surmonter les difficultés environnementales, économiques, sociales et politiques auxquelles ils sont confrontés. Le WEP siège au Comité économique et social des Nations Unies et est membre du Groupe Majeur Femmes auprès des Nations Unies, ainsi que du Groupe Femmes et Genre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Réseau des plates-formes d'ONG d'Afrique centrale, REPONGAC (ONG)

Site Internet : <http://www.repongac.org>

Contact FPD : Robert Mabala,
mabala@repongac.org

Créé en 2008, le Réseau des plates-formes d'ONG d'Afrique centrale (REPONGAC) est un réseau d'ONG nationales d'Afrique centrale et du Rwanda. Il est constitué de plus de 1 200 ONG de développement socio-économique et culturel engagées dans la lutte contre la pauvreté. Son objectif est d'aider les institutions régionales à relever leurs défis communs. À travers la diplomatie non gouvernementale et l'alliance stratégique entre la société civile, les autorités régionales et les organisations de développement, le REPONGAC œuvre en faveur d'une gouvernance efficace et durable.

Forum des organisations de la société civile d'Afrique de l'Est, EACSOFF (ONG)

Site Internet : www.eacsoff.net

Contact FPD : Martha Makenge,
eacsoff@gmail.com,
info@eacsoff.net

Le Forum des organisations de la société civile d'Afrique de l'Est (*East African Civil Society Organizations' Forum*, EACSOFF) a été fondé en 2007 en tant qu'organisation faîtière autonome de coordination des ONG et organisations de la société civile en Afrique de l'Est. Depuis, l'EACSOFF a contribué à renforcer l'institutionnalisation des relations entre la Communauté de l'Afrique de l'Est et ses OSC. Son objectif est de constituer une importante société civile disposant de solides connaissances et autonome dans la région de l'Afrique de l'Est afin de renforcer sa confiance et sa capacité à exprimer les besoins et les intérêts des citoyens dans le processus d'intégration de l'Afrique de l'Est.

Réseau de Développement et de Communication des Femmes Africaines, FEMNET (ONG)

Site Internet : <https://femnet.org/>

Contact FPD : Memory Kachambwa,
library@femnet.or.ke,
m.kachambwa@femnet.or.ke

Le Réseau de Développement et de Communication des Femmes Africaines (FEMNET) est un réseau féministe panafricain basé à Nairobi, qui compte plus de 700 membres dans 46 pays africains. Créé en 1988, le FEMNET aspire à une société africaine où l'égalité des sexes est une réalité et où les femmes et les filles jouissent de tous leurs droits et vivent dans la dignité. Il a pour vocation de faciliter et de coordonner le partage d'expériences, d'idées, d'informations et de stratégies afin de promouvoir les droits humains auprès des organisations de femmes africaines à travers la mise en réseau, la communication, le renforcement des capacités et le plaidoyer à l'échelle régionale et internationale.

Confédération syndicale internationale Afrique, CSI Afrique (syndicat)

Site Internet : <http://www.ituc-africa.org>

Contact FPD : Alex Nkosi,
alex.nkosi@ituc-africa.org

L'organisation régionale africaine de la Confédération syndicale internationale (CSI Afrique) est une organisation syndicale panafricaine. La CSI Afrique a été créée en 2007 à la suite de la fusion de deux organisations régionales africaines. Elle compte 17 millions de membres déclarés et 101 centrales syndicales affiliées dans 51 pays africains. La mission de la CSI Afrique est de renforcer les syndicats en Afrique et de donner une voix commune à tous les travailleurs africains afin de garantir un environnement de travail sûr et sain et une vie décente en luttant contre toutes les formes d'exploitation et de discrimination, en défendant les droits de l'homme, en promouvant la justice sociale, la paix et la démocratie, et en participant activement à la protection de l'environnement.

Alliance Coopérative Internationale (ACI) Afrique (coopérative)

Site Internet : www.icaafrica.coop

Contact FPD : Arnauld Zozo,
policy@icaafrica.coop

L'Alliance Coopérative Internationale Afrique (ACI-Afrique) est l'une des quatre représentations régionales de l'Alliance Coopérative Internationale (ACI), une fédération non gouvernementale de coopératives représentant le mouvement coopératif dans le monde. L'ACI-Afrique sert,

regroupe et représente les organisations membres de l'ACI en Afrique en promouvant et en consolidant les coopératives autonomes et viables à travers le renforcement des capacités et le plaidoyer politique pour améliorer la situation socio-économique de ses membres. Avec 37 organisations membres dans 22 pays, l'ACI-Afrique répond aux besoins de développement humain des coopératives existantes et potentielles en Afrique en mettant particulièrement l'accent sur la participation (femmes et jeunes), la durabilité, l'identité, le cadre juridique et le capital coopératif.

Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique, CGLU Afrique (autorité locale)

Site Internet : <https://www.uclga.org/>

Contact FPD : Jean-Pierre Elong Mbassi,
secretariat@uclga.org,
elongmbassi@yahoo.fr

CGLU Afrique est l'organisation faîtière et la représentante des gouvernements régionaux et locaux africains et de leurs associations nationales. Elle est une des sept sections régionales de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), un réseau mondial regroupant des villes, des gouvernements locaux, régionaux et métropolitains ainsi que leurs associations, qui s'engage à représenter, à défendre et à amplifier la voix des gouvernements locaux et régionaux, afin de ne laisser personne, ni aucun territoire, pour compte. CGLU Afrique a été fondée en 2005. Elle rassemble 48 associations nationales de gouvernements régionaux et locaux opérant sur le continent africain, ainsi que 2 000 villes et autorités infranationales, représentant ainsi près de 350 millions de citoyens africains. Sa vision est de construire l'unité africaine et de conduire le développement de l'Afrique en partant de la base.

Association des Gouvernements Locaux d'Ouganda, ULGA (autorité locale)

Site Internet : <http://www.ulga.org/>

Contact FPD : Gertrude Rose Gamwera,
rose.gamwera@ulga.org

L'Association des Gouvernements Locaux d'Ouganda (Uganda Local Government Association, ULGA) est l'association nationale des districts et des conseils de gouvernements locaux dont l'objectif principal est de regrouper les gouvernements locaux et de renforcer leur capacité à fournir efficacement à la population des services publics durables. Créé en 1994, l'ULGA a pour fonction principale de défendre les intérêts des gouvernements locaux et son objectif ultime est de promouvoir et de mettre en place des gouvernements locaux démocratiques et responsables. Pour ce faire, elle s'appuie sur le lobbying, le plaidoyer et la représentation des gouvernements locaux dans les forums locaux, nationaux et internationaux.

Conseil National du Patronat du Sénégal, CNP (association de professionnels et d'entreprises)

Site Internet : <http://www.cnp.sn>

Contact FPD : Amath Ba,
amath.ba@gmail.com

Le Conseil National du Patronat du Sénégal (CNP) est une confédération de 33 groupements d'employeurs et de 8 membres associés opérant dans différents secteurs. Sa mission consiste à représenter ses membres et à défendre leurs intérêts auprès des instances nationales, régionales et internationales, à mettre en place un cadre de consultation approprié pour une coopération dynamique, à assurer la cohésion des membres, à renforcer le dialogue social public-privé et à communiquer toute information relative à l'environnement des affaires.

Forum asiatique pour les droits de l'homme et le développement, FORUM-ASIE (ONG)

Site Internet : <https://www.forum-asia.org>

Contact FPD : Samuel John,
john@forum-asia.org

Le Forum asiatique pour les droits de l'homme et le développement (FORUM-ASIE) est un réseau de 81 membres dans 21 pays qui œuvre pour promouvoir et protéger les droits de l'homme. Créé en 1991, le FORUM-ASIE s'est engagé à bâtir en Asie une communauté de personnes et de sociétés pacifique, juste, équitable et écologiquement durable. Il rassemble ainsi des militants et des parties prenantes pour aborder les questions relatives aux droits de l'homme, protège les défenseurs des droits de l'homme en Asie qui se trouvent dans des situations d'urgence, œuvre pour la défense des droits de l'homme aux niveaux national, régional et international et renforce les capacités de ses membres et partenaires.

Réseau de recherche Asie-Pacifique, APRN (ONG)

Site Internet : <http://aprnet.org/>

Contact FPD : Jazminda Lumang,
jlumang@aprnet.org;
jlumang@iboninternational.org

Le Réseau de recherche Asie-Pacifique (*Asia Pacific Research Network*, APRN) a été créé pour développer la coopération entre les centres de recherche alternatifs des ONG et des mouvements sociaux qui travaillent sur les problèmes de développement affectant les populations de la région. Il entend renforcer les capacités en matière de plaidoyer et d'éducation, en particulier dans le cadre des activités de recherche et de partage des connaissances. Fondé en 1997, le Réseau de recherche Asie-Pacifique compte 56 membres. Il demeure ancré dans les mouvements sociaux tout en adhérant aux normes régissant le travail scientifique.

Partenariat asiatique pour le développement des ressources humaines dans les zones rurales, AsiaDHRRRA (ONG)

Site Internet : <http://asiadhrra.org/wordpress/>

Contact FPD : Marlene Ramirez,
marlene@asiadhrra.org

Le Partenariat asiatique pour le développement des ressources humaines dans les zones rurales (*Asian*

Partnership for the Development of Human resources in Rural Asia, AsiaDHRRRA) est un partenariat régional de 11 réseaux et organisations de développement social dans 11 pays d'Asie, qui vise à créer des communautés rurales organisées qui soient justes, libres, prospères et paisibles, et travaillent dans un esprit de solidarité pour atteindre l'autonomie. Instauré en 1974, AsiaDHRRRA entend promouvoir et encourager les partenariats, créant ainsi des opportunités pour un véritable dialogue et échange entre les peuples ; faciliter les processus de développement des ressources humaines dans les zones rurales ; et mobiliser les savoir-faire pour renforcer la solidarité et les affinités entre les communautés rurales asiatiques.

Forum populaire Asie-Europe, AEPF (ONG)

Site Internet : <https://aepf.info/>

Contact FPD : Maristela Dela Cruz-Cardenas,
sirmallet@gmail.com

Le Forum populaire Asie-Europe (*Asia Europe People's Forum*, AEPF) est un réseau interrégional d'organisations de la société civile progressistes d'Asie et d'Europe. Depuis 1996, l'AEPF cherche constamment à mettre en relation des ONG et des mouvements sociaux asiatiques et européens déterminés à promouvoir la solidarité des citoyens en vue d'un développement qui soit juste sur les plans social et économique, inclusif, pacifique, durable et respectueux de l'environnement, au sein des deux régions et entre elles. La vision de l'AEPF est de faire entendre la voix des citoyens dans les relations entre l'Asie et l'Europe.

Association des organisations non gouvernementales des îles du Pacifique, PIANGO (ONG)

Site Internet : <http://www.piango.org/>

Contact FPD : Siale Ilolahia,
siale@piango.org,
david@piango.org

L'Association des organisations non gouvernementales des îles du Pacifique (*Pacific Islands Association of Non-Governmental Organisations*, PIANGO) est une organisation non gouvernementale régionale créée en 1991 dont les membres sont répartis dans 23 pays et territoires des îles du Pacifique. PIANGO renforce les capacités de la société civile dans le Pacifique en lui permettant de contribuer à la formulation et à l'élaboration des politiques et en consolidant les Unités de liaison nationales (ULN) ou les organisations faîtières dans les pays membres.

Réseau d'action volontaire pour l'Inde, VANI (ONG)

Site Internet : <https://vaniindia.org/>

Contact FPD : Harshvrat Jaitli,
harsh@vaniindia.org

Le Réseau d'action volontaire pour l'Inde (*Voluntary Action Network India*, VANI) œuvre en faveur d'un développement global, d'une intégration des ODD et d'un environnement favorable via une coopération triangulaire entre les gouvernements, les OSC et le secteur privé. Son objectif est de créer un secteur du bénévolat solide.

Le réseau travaille à l'autonomisation du secteur du bénévolat de l'intérieur en favorisant la responsabilisation, la transparence et une gouvernance efficace. Il cherche en outre à améliorer les conditions extérieures en mettant à jour les cadres réglementaires et en renforçant la mobilisation du public à l'aide de campagnes de communication.

Forum Asie-Pacifique sur les femmes, le droit et le développement, APWLD (ONG)

Site Internet : <https://apwld.org/>

Contact FPD : Misun Woo,
govindklkr@gmail.com,
misun2@apwld.org

Le Forum Asie-Pacifique sur les femmes, le droit et le développement (*Asia Pacific Forum on Women, Law and Development*, APWLD) est un important réseau d'organisations féministes et de militants dans la région Asie-Pacifique. Créé en 1986, le forum compte 248 membres représentant divers groupes de femmes de 27 pays. L'APWLD soutient les mouvements féministes dans la région Asie-Pacifique afin d'influencer les lois, les politiques et les pratiques aux niveaux local, national, régional et international. En outre, il renforce les capacités, produit et diffuse des analyses féministes, mène des activités de plaidoyer et favorise la création de réseaux pour faire valoir et renforcer les droits des femmes. Il favorise également l'émancipation des femmes de la région pour qu'elles se servent du droit comme d'un instrument de changement pour l'égalité, la justice, la paix et le développement.

Confédération syndicale internationale Asie-Pacifique, CSI Asie-Pacifique (syndicat)

Site Internet : <https://www.ituc-ap.org/>

Contact FPD : Francis Kim Upgi,
francis@ituc-ap.org

La Confédération syndicale internationale Asie-Pacifique (CSI Asie-Pacifique) est l'organisation régionale de la

Confédération syndicale internationale (CSI) en Asie et dans le Pacifique. Elle a été créée en 2007 et compte actuellement 60 millions d'adhérents dans 59 centrales syndicales réparties dans 34 pays et territoires de la région Asie-Pacifique. Partie intégrante de la CSI, la CSI Asie-Pacifique œuvre en faveur de la justice économique, sociale et politique et du travail décent à travers des actions syndicales.

Alliance Coopérative Internationale (ACI) Asie-Pacifique (coopérative)

Site Internet : <http://www.icaap.coop/>

Contact FPD : Savitri Singh,
Savitri.singh@icap.coop

L'Alliance Coopérative Internationale Asie-Pacifique (ACI-AP) est l'une des quatre représentations régionales de l'Alliance Coopérative Internationale (ACI), une fédération non gouvernementale de coopératives représentant le mouvement coopératif dans le monde. Fondée en 1960 à New Delhi, en Inde, l'ACI-AP fédère, promeut et développe ses organisations membres à travers ses mesures de renforcement des capacités et ses actions de plaidoyer. Elle compte aujourd'hui 109 membres dans 32 pays. Ces organisations opèrent dans divers secteurs, tels que l'agriculture et les secteurs connexes, la défense des consommateurs, l'éducation, la pêche, la sylviculture, la santé et le logement.

Association des Gouvernements Locaux de Kiribati, KiLGA (autorité locale)

Site Internet : <http://www.kilga.org.ki/>

Contact FPD : Takeke Rikiau,
rtakeke@yahoo.com

L'Association des Gouvernements Locaux de Kiribati (*Kiribati Local Government Association*, KiLGA) a été créée pour fournir un appui aux conseils et contribuer à la bonne gouvernance de Kiribati. Fondée en 2012, KiLGA entend initier des services et des réseaux de gouvernementaux locaux de qualité à Kiribati et dans le Pacifique. L'association se considère comme un acteur important et un partenaire à part entière dans les politiques de développement. Elle concentre son travail sur le renforcement des capacités de ses membres pour leur permettre de fournir des services de qualité à leurs communautés locales, à travers des actions de plaidoyer et de lobbying, des partenariats et des négociations avec l'ensemble de ses partenaires et des parties prenantes.

Association des Conseils Locaux du Pendjab, LCAP (autorité locale)

Site Internet : <http://www.lcap.org.pk/>

Contact FPD : Anwar Hussain,
director@lcap.org.pk,
chanwar.hussain@gmail.com

L'Association des Conseils Locaux du Pendjab (*Local Councils Association of the Punjab*, LCAP) a été créée en 2006 dans le but de coordonner les gouvernements locaux dans la province du Pendjab, au Pakistan, et de promouvoir une approche unifiée pour résoudre leurs problèmes communs et développer la gouvernance participative pour le bien-être des citoyens. Elle comprend des gouvernements municipaux et d'union de 36 gouvernements de districts, 5 gouvernements de districts urbains, 147 conseils municipaux et 3 442 conseils d'union. Ses membres représentent environ 90 millions de personnes au total.

Cités et Gouvernements Locaux Unis Asie-Pacifique, CGLU-ASPAC (autorité locale)

Site Internet : <http://www.uclg-aspac.org/>

Contact FPD : Bernadia Irawati Tjandradewi,
bernadia@uclg-aspac.org

L'organisation Cités et Gouvernements Locaux Asie-Pacifique (CGLU-ASPAC) est l'une des sept sections régionales du réseau mondial CGLU, qui regroupe des villes, des gouvernements locaux, régionaux et métropolitains ainsi que leurs associations. CGLU s'engage à représenter, à défendre et à amplifier la voix des gouvernements locaux et régionaux, afin de ne laisser personne, ni aucun territoire, pour compte. CGLU-ASPAC a été créée en 2004 en tant que principale plate-forme de gestion des connaissances sur les questions liées aux gouvernements locaux dans la région Asie-Pacifique. Ayant établi des liens avec plus de 7 000 gouvernements locaux, CGLU-ASPAC constitue la plus importante section régionale de CGLU et représente plus de 3,76 milliards de personnes dans des pays qui se développent rapidement sur le plan économique, tels que la Chine, l'Inde et l'Indonésie. Le secrétariat de CGLU-ASPAC a son siège dans la capitale indonésienne Jakarta.

Fédération des employeurs de Malaisie, MEF (association de professionnels et d'entreprises)

Site Internet : <http://www.mef.org.my/Home.aspx>

Contact FPD : Wahab Abu Bakar, A.WahabBakar@gmail.com

La Fédération des employeurs de Malaisie (*Malaysian Employers Federation*, MEF), qui coordonne la Confédération des employeurs d'Asie et du Pacifique (CAPE), est l'organisation centrale des employeurs du secteur privé en Malaisie. Créée en 1959, la MEF promeut et protège les droits et les intérêts des employeurs. Elle sert de forum de consultation et de discussion entre les membres sur des questions d'intérêt commun et vise l'adoption de solides principes et pratiques en matière de ressources humaines et de relations industrielles à travers la diffusion d'informations, des conseils, des recherches, des formations et d'autres activités. Elle siège en outre au Forum tripartite du Conseil consultatif national du travail de Malaisie et participe, avec le gouvernement, à diverses plates-formes abordant des questions relatives aux entreprises et à la législation qui concernent les employeurs.

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Jubileo Sur (ONG)

Site Internet : <https://jubileosuramericas.net/>

Contact FPD : Martha Flores,
secretaria@jubileosuramericas.net,
Rosilene Wansetto,
rosilene@jubileusul.org.br

Jubileo Sur est un réseau d'organisations de femmes et de défense des droits de l'homme populaires et œcuméniques et de mouvements sociaux et politiques dans 20 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, qui œuvre pour faire annuler la dette de ces pays afin d'éradiquer la pauvreté. À travers ses activités de plaidoyer et ses campagnes, elle sert de plate-forme de connaissances collectives sur les territoires.

Réseau d'Amérique latine et des Caraïbes pour la défense des droits des enfants et des adolescents, REDLAMYC (ONG)

Site Internet : <https://redlamyc.org/>

Contact FPD : Juan Martín Pérez Garcia,
juanmartinmx@redlamyc.org,
proyectos@redlamyc.org

Le Réseau d'Amérique latine et des Caraïbes pour la défense des droits des enfants et des adolescents (REDLAMYC) est un réseau d'ONG nationales d'Amérique latine et des Caraïbes qui œuvrent pour la défense des droits des enfants, des filles et des adolescents. Fondé en 2000, il est constitué aujourd'hui de 30 réseaux nationaux d'ONG de 24 pays d'Amérique latine et des Caraïbes et représente ainsi quelque 2 500 ONG de la région. Ses principaux domaines d'intervention sont la lutte contre la violence, la justice pénale des mineurs, le droit à la santé, le travail, l'exploitation économique et sexuelle, le droit à l'éducation et le droit à l'identité.

Mouvement des ONG de développement pour un développement solidaire, MODES (ONG)

Site Internet : <http://modeselsalvador.org/>

Contact FPD : Gustavo Adolfo Amaya Villalobos,
direccion@cecade.org.sv,
direccion56@gmail.com,
modescoordinacion@gmail.com

Le Mouvement des ONG de développement pour un développement solidaire (*Movimiento de ONGD para el Desarrollo Solidario*, MODES) est une association d'ONG membres du réseau régional Mesa de Articulación

contribuant au développement du Salvador par la réduction de la pauvreté et la démocratisation de la société. Sa mission consiste à construire une démocratie participative dans laquelle des groupes ayant connu la marginalisation et font l'objet de discriminations deviennent des acteurs politiques et sociaux pouvant faire entendre leur voix. Le MODES vise à instaurer un dialogue entre ses membres, les décideurs, les communautés, les organismes de coopération et la population en général. Fondé en 2009, il compte aujourd'hui 42 membres.

Association nationale des organisations non gouvernementales de développement d'Uruguay, ANONG (ONG)

Site Internet : <https://www.anong.org.uy/>

Contact FPD : Cristina Prego,
cristinaprego@ongelpaso.org.uy

L'Association nationale des organisations non gouvernementales de développement (*Asociación Nacional de Organizaciones No Gubernamentales Orientadas al Desarrollo*, ANONG), créée en 1992, fait partie du réseau régional Mesa de Articulación. Elle rassemble 90 ONG d'Uruguay dont les activités couvrent différents domaines : agriculture, sciences sociales, communication, consommateurs, culture, droits de l'homme, drogue, économie, éducation, enfance, intégration régionale, jeunesse, environnement, femmes, promotion sociale, PME, santé, syndicalisme, seniors, violence, logement et bénévolat. L'association a pour principaux objectifs de défendre les droits des ONG aux niveaux national et international, de renforcer leur présence et leur visibilité et de promouvoir l'échange d'informations et la coordination des activités.

Union nationale des institutions pour le travail d'action sociale de Bolivie, UNITAS (ONG)

Site Internet : <https://redunitas.org/>

Contact FPD : Susana ErosteGUI,
direccionunitas@redunitas.org

L'Union nationale des institutions pour le travail d'action sociale (*Union Nacional de Instituciones para el Trabajo de Accion Social*, UNITAS) a été créée en 1976 pour élaborer des propositions alternatives pour le développement et le changement social en faveur d'une société démocratique, solidaire, équitable et juste en Bolivie. Avec ses 22 institutions partenaires, UNITAS met en place

des actions de plaidoyer publiques dans les zones rurales et urbaines, renforce la participation des organisations sociales au développement et promeut les droits de l'homme et la démocratie en Bolivie. UNITAS fait partie du réseau régional Mesa de Articulación.

Articulación Feminista Marcosur (ONG)

Site Internet : <https://www.mujaresdelsur-afm.org/>

Contact FPD : Liz Meléndez Lopez,
lizmelendez@flora.org.pe

Articulacion Feminista Marcosur (AFM) participe activement au mouvement féministe d'Amérique latine et des Caraïbes contre le fondamentalisme et la concentration des richesses et milite en faveur de sociétés démocratiques, laïques et opposées au racisme et au patriarcat qui encouragent la diversité ethnique, culturelle et sexuelle, tout en ayant une relation plus harmonieuse avec la nature et l'environnement. Depuis sa création en 2000, l'AFM a pour principal objectif de générer les changements nécessaires pour que les droits des femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes soient élargis et pleinement exercés. Ses initiatives visent à susciter et à encourager le débat féministe entre les différents réseaux, et à élaborer des campagnes de communication.

Confédération syndicale des travailleurs et travailleuses des Amériques, CSA (syndicat)

Site Internet : www.csa-csi.org

Contact FPD : Natalia Carrau,
Natalia.carrau@csa-csi.org ;
Valter Bittencourt,
valter.bittencourt@csa-csi.org

Créée en 2008, la Confédération syndicale des travailleurs et travailleuses des Amériques (*Confederación Sindical de Trabajadores y Trabajadoras de las Americas*, CSA) est l'organisation régionale de la Confédération syndicale internationale (CSI). Quelque 48 organisations nationales de 21 pays, représentant 55 millions de travailleurs au total, lui sont affiliées. La CSA a pour principal objectif de promouvoir le respect des droits de l'homme, en particulier sociaux et politiques, le développement des syndicats, l'autodétermination des peuples d'Amérique latine et le développement durable de la région à travers des actions syndicales.

Coopératives des Amériques (coopérative)

Site Internet : <https://www.aciamericas.coop/>

Contact FPD : Luisa Fernanda Gallo Herran,
luisa.gherran@aciamericas.coop

Coopératives des Amériques (*Alianza Cooperativa Internacional de las Américas*, ACI Amériques) est la représentation régionale de l'Alliance Coopérative Internationale (ACI), une fédération non gouvernementale de coopératives représentant le mouvement coopératif dans le monde. ACI Amériques est la gardienne des valeurs et principes coopératifs et plaide en faveur de son modèle économique fondé sur des valeurs spécifiques. Ce modèle met à la disposition des individus et des communautés un instrument d'entraide et d'influence sur leur développement. ACI Amériques compte 98 organisations membres dans 23 pays de la région. Créée en 1990 à San José, au Costa Rica, ACI Amériques a pour principal objectif de promouvoir le repositionnement du modèle coopératif dans le nouvel environnement économique, politique, social et commercial. Elle accompagne les organisations membres dans les activités liées à la diffusion et à la défense de l'identité coopérative, à la promotion de l'entreprise et au développement des ressources humaines.

Fédération des villes, municipalités et associations de gouvernements locaux d'Amérique latine, FLACMA (autorité locale)

Site Internet : <http://www.flacma.lat/>

Contact FPD : Sergio Arredondo Olvera,
sergio.arredondo@flacma.lat

La Fédération des villes, municipalités et associations de gouvernements locaux d'Amérique latine (FLACMA) est une organisation représentant plus de 16 000 municipalités et villes, ainsi que 50 associations de gouvernements locaux, dans 33 pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Créée en 1981, la FLACMA promeut le renforcement des municipalités et la décentralisation des gouvernements. Elle est également la représentante officielle de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) dans la région.

Fédération dominicaine des municipalités, FEDOMU (autorité locale)

Site Internet : <http://fedomu.org.do/>

Contact FPD : Rafael Hidalgo Fernández,
rhidalgo@fedomu.org

La Fédération dominicaine des municipalités (FEDOMU) est une organisation d'intérêt public et social de la République dominicaine qui œuvre pour la promotion du développement et de la démocratie municipale. Créée en 2001, la FEDOMU a pour mission de défendre l'autonomie politique, administrative et financière des gouvernements locaux, contribuant ainsi au développement municipal, humain et durable.

Forum des gouvernements locaux du Commonwealth, CLGF Caraïbes (autorité locale)

Site Internet : <https://www.clgf.org.uk/>

Contact FPD : Sandra Singh,
sandra.singh@clgf.org.uk

Le Forum des gouvernements locaux du Commonwealth (CLGF Caraïbes) vise à promouvoir la démocratie locale, comme le soulignent les principes qu'il a définis et convenus avec ses membres (programme d'Aberdeen : principes du Commonwealth sur les bonnes pratiques pour la démocratie locale et la bonne gouvernance). Les organisations de gouvernements locaux et les ministères des gouvernements locaux des 54 pays du Commonwealth peuvent être des membres à part entière. CLGF Caraïbes travaille directement avec les membres situés dans les Caraïbes et établit des liens avec ceux situés dans les autres régions du Commonwealth. Certains pays sont admis en tant que membres observateurs sans droit de vote. CLGF Caraïbes travaille avec différents partenaires nationaux, régionaux et internationaux pour promouvoir la décentralisation et la bonne gouvernance locale et contribuer à renforcer les capacités des gouvernements locaux dans les pays membres.

Association nationale des entrepreneurs de Colombie, ANDI (association de professionnels et d'entreprises)

Site Internet : <http://www.andi.com.co/>

Contact FPD : Maria Camila Agudelo Salazar,
magudelo@andi.com.co

L'Association nationale des entrepreneurs de Colombie (*Asociación Nacional de Empresarios de Colombia*, ANDI) vise à diffuser et à promouvoir les principes politiques, économiques et sociaux d'un système de libre entreprise sain en Colombie. Créée en 1944, elle regroupe des entreprises des secteurs de l'industrie, de la finance, de l'agro-industrie, de l'agroalimentaire, du commerce et des services. L'ANDI s'efforce de maintenir en permanence la croissance du PIB des entreprises et de l'industrie en Colombie afin de réduire de façon significative l'informalité, les trafics et les autres formes d'illégalité. Elle participe à l'élaboration de politiques publiques et de projets qui améliorent la sécurité juridique, combinent les lacunes du capital humain et favorisent l'innovation et l'entrepreneuriat, le tout s'inscrivant dans le cadre d'une stratégie de développement social et durable.

Réseau des ONG arabes de développement, ANND (ONG)

Site Internet : <http://www.annd.org/english/index.php>

Contact FPD : Ziad Abdel Samad,
annd@annd.org,
abdel.samad@annd.org

Le Réseau des ONG arabes de développement (ANND) est un réseau régional présent dans 12 pays arabes, qui compte 9 réseaux nationaux (représentant 250 organisations de la société civile de différents secteurs) et 34 ONG membres. Créé en 1997, l'ANND vise à renforcer le rôle de la société civile et à promouvoir les valeurs de la démocratie, le respect des droits de l'homme et le développement durable dans la région. Il prône des réformes socio-économiques plus judicieuses et plus efficaces dans la région, qui intègrent les concepts de développement durable, d'égalité des sexes en matière de justice et d'approche fondée sur les droits de l'homme.

Forum de la société civile du Partenariat oriental (ONG)

Site Internet : <https://eap-csf.eu/>

Contact FPD : Ana Indoitu, anaindoitu@gmail.com

Le Forum de la société civile du Partenariat oriental (*Eastern Partnership Civil Society Forum*, EaP CSF) est une plateforme régionale de la société civile organisée à différents niveaux dont l'objectif est de promouvoir l'intégration européenne et de faciliter les réformes et les transitions démocratiques dans les six pays du Partenariat oriental (Azerbaïdjan, Arménie, Biélorussie, Géorgie, République de Moldavie et Ukraine). En tant que dimension du Partenariat oriental axée sur la société civile et les échanges, l'EaP CSF s'efforce de renforcer la société civile dans la région et de favoriser le pluralisme dans le discours public et l'élaboration des politiques en promouvant la démocratie participative et les libertés fondamentales. L'EaP CSF est une organisation de la société civile à but non lucratif, non gouvernementale et apolitique. Depuis son lancement en 2009, plus de 1 000 représentants d'organisations de la société civile ont participé à ses travaux.

Conseil régional pan-européen de la Confédération syndicale internationale, CRPE/CSI (syndicat)

Site Internet : <https://perc.ituc-csi.org/>

Contact FPD : Goda Neverauskaite,
goda.neverauskaite@ituc-csi.org

Le Conseil régional pan-européen de la Confédération syndicale internationale (CRPE/CSI) vise à promouvoir

les stratégies, priorités et politiques de la CSI dans la région afin de contribuer au développement social, à la consolidation de la démocratie et au respect accru des droits de l'homme et des droits des travailleurs dans tous les pays et territoires de la région. Le CRPE est constitué de 90 centrales syndicales nationales affiliées à la CSI.

Cités et Gouvernements Locaux Unis Moyen-Orient et Asie de l'Ouest (autorité locale)

Site Internet : <http://uclg-mewa.org/en/>

Contact FPD : Salim Korkmaz,
s.korkmaz@uclg-mewa.org

Cités et Gouvernements Locaux Unis Moyen-Orient et Asie de l'Ouest (CGLU Moyen-Orient et Asie de l'Ouest) est l'une des sept sections régionales de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), le réseau mondial regroupant des villes, des gouvernements locaux, régionaux et métropolitains ainsi que leurs associations, qui s'engage à représenter, à défendre et à amplifier la voix des gouvernements locaux et régionaux, afin de ne laisser personne, ni aucun territoire, pour compte. Elle vise à instaurer une coopération entre les gouvernements locaux dans la région du Moyen-Orient et de l'Asie de l'Ouest pour devenir la voix unifiée de la gouvernance démocratique en protégeant les valeurs, les objectifs et les intérêts de la gouvernance locale. CGLU Moyen-Orient et Asie de l'Ouest rassemble des villes, des métropoles et des groupements de municipalités de 20 pays.

Congrès des autorités locales de Moldavie (association d'autorités locales)

Site Internet : <http://calm.md/?l=en>

Contact FPD : Alexandru Osadci,
alexandru.osadci@calm.md

Le Congrès des autorités locales de Moldavie rassemble quelque 800 gouvernements locaux (sur un total d'environ 898) et fait partie de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Eurasie. Il vise à consolider la gouvernance locale par la décentralisation des pouvoirs et des ressources, une véritable démocratie locale et une réelle autonomie locale. Cet objectif repose sur la conviction que la gouvernance locale joue un rôle fondamental dans la démocratisation, y compris au niveau national, du fait de sa haute responsabilité envers les citoyens et de sa capacité à assurer l'efficacité de l'administration publique, à garantir les droits de l'homme, à renforcer l'État de droit et à lutter contre la corruption.

BUSINESSMED (association de professionnels et d'entreprises)

Site Internet : <http://businessmed-umce.org/fr>

Contact FPD : Jihen Boutiba Mrad,
j.boutiba@businessmed-umce.org

L'Union Méditerranéenne des Confédérations d'Entreprises (BUSINESSMED) est une plate-forme représentant le secteur privé qui vise à promouvoir la coopération multilatérale, l'investissement direct étranger, ainsi que le dialogue et l'intégration socio-économique dans le bassin méditerranéen. Elle est l'un des principaux pôles de développement économique et compte 22 membres, qui sont tous des confédérations d'entreprises des États membres de l'Union pour la Méditerranée.

Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement, CONCORD (ONG)

Site Internet : <https://concordeurope.org/>

Contact FPD : Tanya Cox,
tanya.cox@concordeurope.org

CONCORD est la Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement. Créée en 2003, elle regroupe 28 associations nationales, 25 réseaux internationaux et 4 membres associés représentant plus de 2 600 ONG soutenues par des millions de citoyens en Europe. CONCORD a joué et continue de jouer un rôle crucial d'interlocuteur auprès des institutions de l'UE en ce qui concerne la politique de développement.

Réseau européen sur la dette et le développement, Eurodad (ONG)

Site Internet : <https://eurodad.org/>

Contact FPD : Jean Saldanha,
director@eurodad.org
jsaldanha@eurodad.org

Créé en 1990, le Réseau européen sur la dette et le développement (Eurodad) est un réseau de 50 organisations de la société civile de 20 pays européens. Il œuvre pour des changements spécifiques profonds des politiques, institutions, règles et structures mondiales et européennes, afin de parvenir à un système économique et financier contrôlé de manière démocratique et durable sur le plan écologique visant à éradiquer la pauvreté et à garantir à chacun l'exercice des droits de l'homme. Parmi les principales institutions visées par les activités du réseau Eurodad figurent les gouvernements européens, la Banque mondiale, les Nations Unies, le Fonds monétaire international et l'Organisation de coopération et de développement économiques.

SOLIDAR (ONG)

Site Internet : <http://www.solidar.org/>

Contact FPD : Barbara Caracciolo,
barbara.caracciolo@solidar.org

SOLIDAR est un réseau européen d'organisations de la société civile visant à faire progresser la justice sociale en Europe et dans le monde. SOLIDAR a été fondé en 1948 pour encourager la coopération internationale entre les organisations d'aide sociale liées au mouvement ouvrier. Il compte actuellement plus de 60 organisations membres et son siège est situé en Europe. SOLIDAR permet à ses organisations membres de faire connaître leurs opinions et

fait part de leurs préoccupations à l'Union européenne et aux institutions internationales par le biais d'un lobbying actif, de la gestion et de la coordination de projets, du suivi des politiques et de la sensibilisation dans ses différents domaines d'action. À travers ses membres, SOLIDAR est actif en Asie, en Afrique, en Amérique latine et dans les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, où il encourage la réalisation progressive des droits économiques et sociaux et la protection des personnes qui les défendent.

Bureau européen de la Croix-Rouge (ONG)

Site Internet : <https://redcross.eu/>

Contact FPD : Irene Mosqueira, irene.mosqueira@redcross.eu

Le Bureau européen de la Croix-Rouge est un organisme représentant les 27 sociétés nationales de la Croix-Rouge de l'UE, la Croix-Rouge norvégienne et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Il contribue à coordonner les relations entre ses membres et les décideurs et parties prenantes de l'Union européenne en partageant sa vaste expérience et son expertise en matière de soutien aux personnes et communautés vulnérables à l'intérieur comme à l'extérieur de l'UE. Ses activités portent essentiellement sur l'aide humanitaire, la protection civile, la coopération au développement, la migration et l'asile, les services sociaux, la pauvreté et l'exclusion sociale.

Forum européen de la Jeunesse (ONG)

Site Internet : <https://www.youthforum.org/>

Contact FPD : Assia Oulkaldi,
assia.oukaldi@youthforum.org

Le Forum européen de la Jeunesse (FEJ) est la plate-forme des organisations de la jeunesse en Europe. Il représente plus de 100 organisations de jeunes et des dizaines de millions de jeunes de toute l'Europe. Sa vision est d'être la voix des jeunes en Europe, où ils sont considérés comme des citoyens égaux et où ils sont soutenus et encouragés pour réaliser pleinement leur potentiel en tant que citoyens du monde. Le Forum européen de la Jeunesse cherche à donner aux jeunes les moyens de participer activement à la société pour améliorer leur propre vie. Il s'est fixé trois grands objectifs : augmenter la participation des jeunes, renforcer les organisations de la jeunesse, et accroître l'autonomie et l'inclusion des jeunes.

Réseau des droits de l'homme et de la démocratie (ONG)

Site Internet : <https://hrdn.eu/>

Contact FPD : Ken Godfrey,
ken.godfrey@epd.eu

Le Réseau des droits de l'homme et de la démocratie (Human Rights and Democracy Network, HRDN) est un groupe informel d'ONG opérant au niveau de l'Union européenne dans les domaines des droits de l'homme, de la démocratie et de la paix au sens large. Sa vision est que les droits de l'homme et la démocratie sont au cœur du programme de l'UE en matière de politique intérieure et extérieure. Cette vision devrait se manifester dans une Union européenne qui protège efficacement les droits de l'homme sur son propre territoire et est une force de changement positif dans le monde. Afin de concrétiser cette vision, le HRDN cherche à influencer les politiques de l'UE et de ses États membres en matière de droits de l'homme ainsi que la programmation de leurs instruments de financement pour promouvoir la démocratie, les droits de l'homme et la paix.

Green 10 (ONG)

Site Internet : <https://green10.org/>

Contact FPD : Margarita Solca,
msolca@wwf.eu

Green 10 est une coalition formée par dix des plus grandes organisations environnementales actives au niveau européen. Elle vise à garantir que l'Union européenne protège le climat, l'environnement local, la biodiversité et la santé humaine à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières. Elle travaille avec les organisations membres réparties en Europe pour coordonner les réponses communes et faciliter leur participation au processus décisionnel de l'UE.

Confédération européenne des syndicats (syndicat)

Site Internet : <https://www.etuc.org/fr>

Contact FPD : Thierry Aerts,
thierry.aerts@fgtb.be

La Confédération européenne des syndicats (CES) a été créée en 1973 pour représenter les travailleurs et ses affiliés nationaux au niveau européen. Elle vise à faire de l'Europe sociale une priorité essentielle de la politique européenne, au-delà du marché unique et des politiques économiques, en promouvant la dimension sociale et le bien-être des travailleurs et de leur famille. La CES défend des valeurs sociales fondamentales telles que solidarité, égalité, démocratie, justice sociale et cohésion.

Coopératives Europe (coopératives)

Site Internet : <https://coopseurope.coop/>

Contact FPD : Heleen Heyse,
h.heyse@coopseurope.coop

Coopératives Europe est la voix des entreprises coopératives en Europe. Elle fait la promotion du modèle coopératif en Europe au nom de ses 84 organisations membres, tous secteurs d'activité confondus, réparties dans 33 pays européens. Ses membres représentent 141 millions de coopérateurs individuels détenant 176 000 entreprises coopératives et employant 4,7 millions de citoyens européens - une force pour la croissance économique et le changement social.

PLATFORMA (autorité locale)

Site Internet : <http://platforma-dev.eu/>

Contact FPD : Marlene Simeon,
Marlene.simeon@ccre-cemr.org

PLATFORMA est une coalition paneuropéenne regroupant 30 gouvernements locaux et régionaux ainsi que les associations qui les représentent aux niveaux national, européen et mondial. Tous sont des acteurs clés de la coopération internationale pour le développement durable. Depuis sa création en 2008, PLATFORMA représente plus de 100 000 gouvernements locaux et régionaux actifs dans la coopération au développement de ville à ville et de région à région. PLATFORMA cherche à faciliter l'échange de connaissances et l'apprentissage mutuel et à organiser un plaidoyer efficace au niveau européen pour renforcer le rôle spécifique des gouvernements locaux et régionaux dans les politiques de développement.

Réseau européen de fondations politiques, ENoP (fondation)

Site Internet : <http://www.enop.eu/>

Contact FPD : Alina Garkova,
policy@enop.eu,
info@enop.eu

Le Réseau européen de fondations politiques (European Network of Political Foundations, ENoP) est composé de 51 fondations membres et de trois entités affiliées provenant de 22 pays de l'UE, qui, du point de vue idéologique, sont toutes issues du spectre démocratique. Le réseau sert également de plate-forme aux fondations politiques européennes pour échanger avec les institutions de l'UE, les OSC et les instituts de recherche sur le soutien à la démocratie, la coopération au développement et le dialogue politique. Les membres de l'ENoP travaillent activement dans plus de 100 pays à travers le monde, où ils mettent en œuvre des projets visant à améliorer les structures démocratiques de base, à accroître la participation civique, à consolider les institutions politiques et à combler les écarts existants entre la société civile et les acteurs politiques.

Centre européen des fondations, CEF (fondation)

Site Internet : <https://www.efc.be/>

Contact FPD : Sevda Kilicalp,
skilicalp@efc.be

Créé en 1989, le Centre européen des fondations (CEF) est le résultat de 7 organisations philanthropiques qui se sont réunies pour développer l'infrastructure de soutien à la philanthropie en Europe. Aujourd'hui, le CEF est une plateforme de référence pour la philanthropie en Europe, qui vise à renforcer le secteur et à promouvoir la philanthropie institutionnelle comme moyen de changement effectif. Travaillant en étroite collaboration avec ses 256 membres répartis dans 36 pays, qui forment un réseau dynamique d'organisations philanthropiques dotées d'une vision stratégique, le CEF encourage l'apprentissage en équipe en mettant en lumière l'expertise et l'expérience du secteur, améliore la collaboration en rapprochant les individus pour favoriser l'inspiration et l'action commune, représente la philanthropie pour des environnements politiques et réglementaires favorables, élabore une solide base d'éléments concrets grâce aux connaissances et aux renseignements, et accroît la visibilité de la valeur et de l'impact de la philanthropie.

Plate-forme de développement de la diaspora Afrique-Europe, ADEPT (Diaspora)

Site Internet : <https://www.adept-platform.org/>

Contact FPD : Najatte Kaaoiss,
najatte@adept-platform.org

La Plate-forme de développement de la diaspora Afrique-Europe (ADEPT) vise à améliorer et à renforcer l'impact des organisations européennes de la diaspora africaine qui sont impliquées dans des activités de développement en offrant un espace inclusif, interactif et informatif. ADEPT travaille avec 85 pays (27 pays de l'UE, plus le Royaume-Uni, la Suisse et la Norvège, et 55 pays africains) et sert de point de référence pour les personnes intéressées par les questions liées à la migration, à la diaspora et au développement en Afrique.

Réseau de la diaspora africaine en Europe, ADNE (Diaspora)

Site Internet : <http://www.africandiasporanetwork.eu/fr/home.html>

Contact FPD : Marie Chantal Uwitonze,
info@bees55.co

Le Réseau de la diaspora africaine en Europe (*African Diaspora Network in Europe*, ADNE) est une organisation faîtière de la diaspora africaine en Europe, basée à Bruxelles, dont l'objectif premier est d'intégrer la participation de la

diaspora dans le programme de développement. ADNE travaille avec l'Union africaine et ses États membres (directement et par le biais de leurs ambassades), les Communautés économiques régionales africaines, l'Union européenne et ses États membres (directement et par le biais de leurs organisations membres de la diaspora), le secrétariat ACP, des organisations internationales, des entreprises privées et des organisations de la société civile. Son objectif est de renforcer la capacité opérationnelle de la diaspora à contribuer au développement de l'Afrique à travers les envois de fonds de la diaspora, le renforcement des capacités, le partage des connaissances et des technologies et les investissements. ADNE plaide auprès de tous les partenaires du développement pour influencer la politique et les pratiques de la coopération au développement et faire en sorte que la diaspora y soit incluse.

Fairtrade International (ONG)

Site Internet : <https://www.fairtrade.net>

Contact FPD : Alvaro Alcalde,
a.alcalde@fairtrade.net

Fairtrade International œuvre pour que les bénéfices du commerce soient partagés plus équitablement, par le biais de normes, de certifications, de services de soutien aux producteurs, de programmes et d'actions de plaidoyer. Créée en 1997, Fairtrade International est une association d'opérateurs multiples comprenant 22 organisations membres (3 réseaux de producteurs et 19 organisations nationales Fairtrade), qui représentent plus de 1,7 million de petits agriculteurs et travailleurs. Fairtrade International coordonne les activités de ses organisations membres et est propriétaire de la marque déposée FAIRTRADE, qui figure sur plus de 30 000 produits. La mission de Fairtrade International est de connecter les producteurs défavorisés et les consommateurs, de promouvoir des conditions commerciales plus équitables et d'autonomiser les producteurs pour lutter contre la pauvreté, renforcer leur position et leur permettre de prendre davantage le contrôle de leur existence.

Réseau mondial des organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes, GNDR (ONG)

Site Internet : <https://www.gndr.org/>

Contact FPD : Bijay Kumar,
bijay.kumar@gndr.org,
lucy.pearson@gndr.org

Lancé en 2007, le Réseau mondial des organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes (*Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction*, GNDR) est le plus grand réseau international d'organisations qui se sont engagées à travailler ensemble pour améliorer la vie des personnes touchées par les catastrophes dans le monde entier. Le réseau compte plus de 1 000 organisations membres réparties dans plus de 100 pays et partageant la même vision : un monde de communautés résilientes où les populations vulnérables sont capables de se préparer aux aléas et aux changements climatiques, de les atténuer, de s'en relever et de s'y adapter.

Fédération internationale pour les droits humains, FIDH (ONG)

Site Internet : <https://www.fidh.org/fr/>

Contact FPD : Juliane Falloux,
jfalloux@fidh.org

La Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) est une fédération internationale d'ONG de défense des droits humains. Elle regroupe 184 organisations de 112 pays. Depuis 1922, la FIDH est engagée dans la défense de tous les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. Elle agit aux niveaux régional, national et international en soutien de ses organisations membres et partenaires pour lutter contre les violations des droits de l'homme et consolider les processus démocratiques. Son action s'adresse aux États et aux détenteurs de pouvoir. Les principaux bénéficiaires sont les organisations nationales de défense des droits humains membres de la FIDH et, par leur intermédiaire, les victimes de violations des droits de l'homme.

Coopération internationale pour le développement et la solidarité, CIDSE (ONG)

Site Internet : <https://www.cidse.org/>

Contact FPD : Josianne Gauthier,
gauthier@cidse.org

L'alliance internationale d'organisations catholiques de développement (Coopération internationale pour le développement et la solidarité, CIDSE) rassemble 18 organisations œuvrant pour la justice sociale d'Europe et d'Amérique du Nord. Elle travaille à la mise en place d'une société fondée sur l'égalité sociale, économique et entre les sexes, ainsi que sur la solidarité, où l'économie est au service de la société et fonctionne à l'échelle planétaire. La CIDSE vise un partage plus équitable des ressources mondiales, la pose de limites concernant leur usage et une gouvernance démocratisée où les individus reprennent le contrôle de leurs choix dans des économies fondées sur le bien commun. Travaillant conjointement avec d'autres organisations, elle veut servir les pauvres, promouvoir la justice, exploiter le pouvoir de la solidarité mondiale et créer un changement transformationnel pour mettre fin à la pauvreté, aux inégalités et aux menaces pour l'environnement, tant au niveau mondial que local.

FORUS (ONG)

Site Internet : <http://forus-international.org/>

Contact FPD : lara Pietricovsky de Oliveira,
chair@forus-international.org,
deindre@forus-international.org

FORUS, auparavant connu sous le nom de Forum International des Plates-formes nationales d'ONG (FIP), est un réseau mondial composé de 69 plates-formes nationales d'ONG et de 7 coalitions régionales représentant plus de 22 000 ONG dans le monde qui apportent une contribution collective majeure au développement, à la paix, à la démocratie, au développement durable et à la justice. À travers une participation active, le réseau influence les négociations locales et mondiales tout en contribuant à la construction d'une communauté internationale plus unie. Créé en 2008, FORUS a pour objectif de promouvoir un monde juste et durable, où les populations les plus vulnérables peuvent faire entendre leur voix, où les droits de l'homme sont respectés et où les inégalités et l'injustice sont combattues.

Transparency International (ONG)

Site Internet : <https://www.transparency.org/>

Contact FPD : Tomas Rehacek,
trehacek@transparency.org,
Thu Trang Nguyen,
tnguyen@transparency.org

Transparency International est un mouvement mondial animé par une vision : celle d'un monde sans corruption. À travers des sections nationales dans plus de 100 pays et un secrétariat international à Berlin, l'organisation travaille en collaboration avec les gouvernements, les entreprises et les citoyens pour mettre fin aux abus de pouvoir, à la corruption et aux transactions secrètes. Des villages de l'Inde rurale aux coulisses du pouvoir à Bruxelles, Transparency International donne la parole aux victimes et aux témoins de la corruption.

Alliance mondiale pour la participation citoyenne, CIVICUS (ONG)

Site Internet : <https://www.civicus.org/>

Contact FPD : Amy Miller Taylor,
amy.taylor@civicus.org

L'Alliance mondiale pour la participation citoyenne (CIVICUS) est une alliance mondiale d'organisations de la société civile et d'activistes qui s'engagent à renforcer l'action citoyenne et la société civile dans le monde entier. Créée en 1993, elle compte aujourd'hui plus de 8 000 membres dans plus de 175 pays. Ses membres sont convaincus que l'action collective qui puise sa force auprès des gens est au cœur du changement en profondeur. Ils défendent les libertés civiles et les valeurs démocratiques, renforcent le

pouvoir des individus à s'organiser, à se mobiliser et à agir, et donnent à la société civile les moyens nécessaires pour devenir plus responsable, efficace et innovante.

Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement, POED (ONG)

Site Internet : <https://www.csopartnership.org/>

Contact FPD : Aaron Ceradoy, ahc27hk@gmail.com

Le Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED) est une plate-forme ouverte qui rassemble des organisations de la société civile du monde entier afin de rendre le développement plus efficace en remodelant l'architecture de l'aide internationale et en donnant aux OSC travaillant sur le terrain les moyens d'agir. Les activités de cette plate-forme diversifiée et inclusive couvrent huit secteurs de la société civile : les peuples autochtones, les jeunes, les migrants et la diaspora, les organisations confessionnelles, les organisations féministes, les organisations syndicales, les organisations internationales, ainsi que l'agriculture et le développement rural. Ces activités sont actuellement mises en œuvre dans 83 pays.

Coalition internationale pour l'accès à la terre, ILC (ONG)

Site Internet : <https://www.landcoalition.org/>

Contact FPD : Sabine Pallas,
s.pallas@landcoalition.org

La Coalition internationale pour l'accès à la terre (*International Land Coalition*, ILC) est une alliance mondiale d'organisations de la société civile et d'organisations intergouvernementales œuvrant pour placer les populations au centre de la gouvernance foncière. Formée en 1995 et comptant aujourd'hui plus de 250 membres répartis dans 80 pays, l'ILC s'est fixé pour objectif de faire émerger une gouvernance foncière pour et avec les populations en répondant à leurs besoins et en protégeant les droits des femmes, des hommes et des communautés qui vivent sur des terres et en tirent leurs moyens d'existence. Elle aspire à un monde juste, équitable et inclusif dans lequel les droits fonciers sont garantis et la pauvreté est éradiquée.

Femmes pour un avenir commun, WECF (ONG)

Site Internet : <http://www.wecf.org/>

Contact FPD : Sascha Gabizon,
sascha.gabizon@wecf.org;
Audrey Ledanois,
audrey.ledanois@wecf.org

Femmes pour un avenir commun (*Women Engage for a Common Future*, WECF) est un réseau international de plus de 150 organisations de femmes et de la société

civile réparties dans 50 pays. Créé en 1994, WECF plaide au niveau international en faveur d'un monde dans lequel l'égalité des sexes et les droits des femmes sont une réalité et où chacun vit dans la dignité et partage la responsabilité d'un environnement sain et d'un monde juste et durable. Le réseau met en œuvre des solutions à l'échelle locale et influence les politiques au niveau international.

Forum mondial pour le développement des médias, FMDM (ONG)

Site Internet : <https://gfmd.info/>

Contact FPD : Anne Marie Hammer,
coordinator@gfmd.info

Le Forum mondial pour le développement des médias (FMDM) est un réseau constitué de 200 ONG d'aide aux médias de 70 pays qui soutiennent le développement des médias indépendants aux niveaux communautaire, national et régional. Créé en 2005, le forum se définit comme un processus dirigé par des praticiens, ouvert à tous les acteurs impliqués dans le développement des médias. Le FMDM vise à faire du développement des médias une partie intégrante des programmes et stratégies de développement.

Confédération syndicale internationale, CSI (syndicat)

Site Internet : <https://www.ituc-csi.org/>

Contact FPD : Giulia Massobrio,
giulia.massobrio@ituc-csi.org

La Confédération syndicale internationale (CSI) est la voix des travailleurs dans le monde. Elle représente 200 millions de travailleurs au sein de 332 organisations affiliées dans 163 pays et territoires. Sa principale mission est la promotion et la défense des droits et des intérêts des travailleurs, par le biais de la coopération internationale entre syndicats, de campagnes mondiales et d'actions de plaidoyer auprès des principales institutions mondiales. La CSI s'efforce d'atteindre la justice économique, sociale et politique (c'est-à-dire le travail décent) à travers des actions syndicales. Ses principaux domaines d'action sont les droits syndicaux et les droits de l'homme ; l'économie, la société et le lieu de travail ; l'égalité et la non-discrimination ; et la solidarité internationale.

Alliance Coopérative Internationale (ACI) (coopératives)

Site Internet : <https://www.ica.coop>

Contact FPD : Marc Noel, noel@ica.coop,
Georgia Papoutsi, papoutsi@ica.coop

Fondée en 1895, l'Alliance Coopérative Internationale (ACI) représente aujourd'hui quelque 310 organisations

réparties dans 109 pays, soit 1,2 milliard de membres de coopératives dans le monde. Les membres de l'ACI sont des organisations coopératives nationales et internationales de tous les secteurs de l'économie, à savoir l'agriculture, la banque, la consommation, la pêche, la santé, le logement, l'assurance, l'industrie et les services. L'ACI est le porte-parole mondial des coopératives et un lieu d'échange de connaissances, d'expertises et d'actions coordonnées sur les coopératives et agissant en leur faveur. Elle travaille avec les gouvernements et les organisations aux niveaux mondial et régional afin de créer un environnement législatif propice à la formation et au développement des coopératives.

Association Internationale des Maires Francophones, AIMF (autorité locale)

Site Internet : <http://www.aimf.asso.fr/>

Contact FPD : Laurent Jaboeuf,
l.jaboeuf@aimf.asso.fr

L'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) rassemble des élus locaux de capitales et métropoles francophones. Créée en 1979, elle compte aujourd'hui 308 membres dans 52 pays et représente plus de 130 millions de personnes. L'AIMF intervient pour développer des projets sociaux, promouvoir la vie communautaire et faire de l'innovation sociale le tremplin du développement durable. Ses investissements dans les villes membres appuient la décentralisation, les services essentiels aux populations, la prévention des conflits et la consolidation de la paix, ainsi que le développement et la valorisation des territoires.

Cités et Gouvernements Locaux Unis, CGLU (autorité locale)

Site Internet : <https://www.uclg.org/>

Contact FPD : Emilia Saiz, esaiz@uclg.org

Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) est un réseau mondial regroupant des villes, des gouvernements locaux, régionaux et métropolitains ainsi que leurs associations. Le réseau CGLU est une structure décentralisée comprenant 7 sections régionales (Afrique, Asie-Pacifique, Eurasie, Europe, Moyen-Orient et Asie de l'Ouest, Amérique latine et Amérique du Nord), 1 section métropolitaine et 1 section pour les gouvernements régionaux. Il vise à être la voix unifiée et le défenseur mondial des gouvernements locaux et régionaux et à promouvoir les valeurs, les objectifs et les intérêts de l'autonomie locale démocratique à travers la coopération entre les gouvernements locaux et régionaux et avec la communauté internationale au sens large. Ses activités ont pour but de renforcer le rôle des autorités locales et régionales dans le processus international de prise de décisions, de mobiliser l'action locale en faveur

du développement, de promouvoir des autorités locales et régionales fortes et efficaces ainsi que des associations nationales représentatives, et d'encourager l'innovation au service de la gouvernance locale.

Organisation des Régions Unies / Forum Global des Associations Régionales, -ORU Fogar (Autorité locales)

Site Internet : <http://www.regionsunies-fogar.org/fr/>

Contact FPD : Javier Sánchez Cano,
jsanchez.cano@gencat.cat

L'Organisation des Régions Unies/Forum Global des Associations Régionales (ORU FOGAR) vise à faire entendre la voix des régions. Elle œuvre pour regrouper les régions du monde en vue de promouvoir la coopération, d'identifier les préoccupations communes et d'exhorter les gouvernements nationaux à intégrer la dimension régionale dans leurs agendas. L'objectif d'ORU-FOGAR est d'instaurer une nouvelle gouvernance mondiale où les régions sont représentées et entendues dans les forums mondiaux, et de représenter les gouvernements intermédiaires auprès de toutes les organisations et instances dont les décisions ont une influence directe sur la qualité de vie de leurs populations, dans un esprit de coopération loyale avec les niveaux national et local.

Forum des gouvernements locaux du Commonwealth, CLGF (autorité locale)

Site Internet : <https://www.clgf.org.uk/>

Contact FPD : Claire Frost,
Claire.frost@clgf.org.uk

Le Forum des gouvernements locaux du Commonwealth (*Commonwealth Local Governments Forum*, CLGF) s'efforce de promouvoir et de renforcer les gouvernements locaux démocratiques au sein du Commonwealth et d'encourager l'échange des meilleures pratiques. Créé en 1995, le CLGF compte quelque 200 membres répartis dans la plupart des 53 pays du Commonwealth, notamment des associations de gouvernements locaux, des autorités locales, des ministères en lien avec les gouvernements locaux, ainsi que des organismes de recherche et des organisations professionnelles qui travaillent avec les gouvernements locaux. Il vise à apporter des « solutions locales aux problèmes locaux » pour favoriser le développement des valeurs démocratiques et la bonne gouvernance locale, à mettre en œuvre les Objectifs de Développement Durable au niveau local et à construire des villes durables grâce à des partenariats solides et ciblés.

Organisation internationale des employeurs, OIE (association de professionnels et d'entreprises)

Site Internet : <https://www.ioe-emp.org/>

Contact FPD : Anetha Awuku, awuku@ioe-emp.com

L'Organisation internationale des employeurs (OIE) représente les entreprises dans les débats portant sur la politique sociale et l'emploi. Fondée en 1920 et active dans plus de 140 pays, l'OIE compte plus de 150 organisations d'entreprises et d'employeurs affiliées qui représentent les intérêts de plus de 50 millions d'entreprises. Sa vision est de créer un environnement économique durable dans le monde et de promouvoir la libre entreprise, qui soit équitable et bénéfique tant pour les entreprises que pour la société. L'OIE prône le dialogue ouvert, les résultats axés sur l'action et l'engagement concerté.

Initiative mondiale pour le soutien des donateurs, WINGS (fondations)

Site Internet : <https://www.wingsweb.org/>

Contact FPD : Nadya Hernández B.,
nhernandez@wingsweb.org

L'Initiative mondiale pour le soutien des donateurs (*Worldwide Initiative for Grantmaker Support*, WINGS) est un réseau de 150 associations philanthropiques, structures, institutions universitaires, organismes de soutien et bailleurs de fonds répartis dans 50 pays dont le but est de renforcer, de promouvoir et de jouer le rôle de chef de file concernant le développement de la philanthropie, des dons et des investissements sociaux. Sa mission est de libérer le potentiel de la philanthropie en renforçant son écosystème d'organismes de soutien afin de concrétiser sa vision d'une philanthropie mondiale dynamique contribuant à des sociétés justes, durables et démocratiques.



**Forum
Politique** pour le
Développement